

## INTRODUCTION A LA MACROECONOMIE

Séance 8

### Le commerce extérieur français

#### **I) Documents joints :**

Document 1 : Les Douanes, (<http://lekiosque.finances.gouv.fr/Appchiffre/Etudes/tableaux/aperçu.pdf>)

Document 2 : Principales variations des soldes entre 2011 et 2012 (en milliards d'euros)

Le chiffre du commerce extérieur (<http://lekiosque.finances.gv.fr>)

Document 3 : Evolution des parts de marché mondiales des grandes économies

Résultat du commerce extérieur en 2012 (Trésor Public)

Document 4 : Si vous n'avez rien compris au débat sur la compétitivité (Extrait : Le Monde; 09/11/2012)

Document 5 : Pour une vision élargie de la compétitivité (Le Monde, 5/11/2012)

Par Emmanuel Combe, professeur à l'université de Paris-I, professeur affilié à ESCP Europe.

Document 6 : Coût horaire de travail en 2012 dans les principaux pays européens (Destatis, Office fédéral allemand des statistiques, novembre 2013)

Document 7 : Coûts hors salaires en euros c'est à dire prélèvements sociaux dans le secteur privé en 2012 pour 100 euros de salaires versés dans les principaux pays européens (Destatis, Office fédéral allemand des statistiques, novembre 2013)

Document 8 : L'euro n'explique pas les problèmes de la France, selon Bricq (Les Echos, 29/10/2013)

**Remarque : vous pouvez consulter les sites suivants et les formats PDF pour une analyse approfondie :**

- <http://www.coe-rexecode.fr/public/Analyses-et-previsions/Documents-de-travail/La-compétitivité-française-en-2013-les-parts-de-marché-sont-stabilisées>

document de travail N.44 - Compétitivité française 2013 (Octobre 2013, pdf)

#### **Questions:**

*A l'aide des documents joints ainsi que de vos recherches personnelles, vous traiterez les questions suivantes :*

1. Définissez les concepts suivants :
  - Exportations et importations de biens, solde commercial,
  - Taux de couverture
  - Productivité apparente du travail
  - Coût salarial unitaire
  - Parts de marché d'une économie nationale
  - Compétitivité
2. Analysez la situation du commerce extérieur français (aspect temporel, sectoriel et géographique)
3. Après avoir rappelé les facteurs qui influent sur les deux formes de compétitivité, vous apprécierez la compétitivité de l'industrie française.

#### **III) Note de synthèse**

A l'aide des documents joints et de vos connaissances personnelles, vous montrerez comment on peut expliquer la dégradation récente du commerce extérieur français.

## Aperçu du commerce extérieur de la France en 2012

*données de référence : Septembre 2013*

### Place de la France dans le commerce mondial en 2011

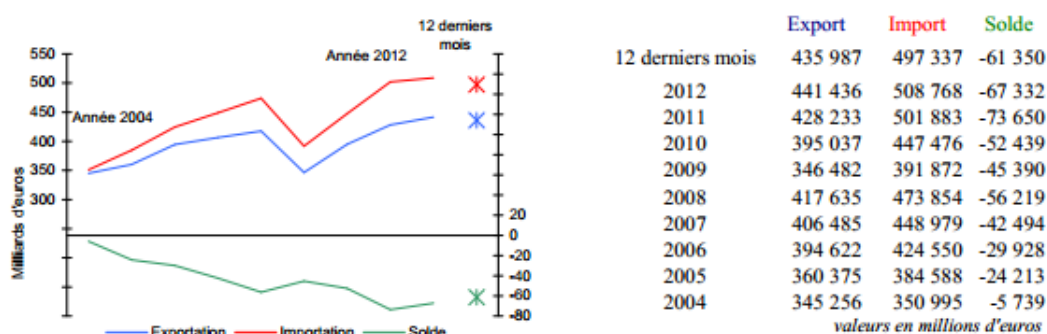
*Données 2011, source : CHELEM - CEPII (<http://www.cepii.fr/>)*

	Chine *	Allemagne	Etats-Unis	Japon	Russie	<b>France</b>	Pays-Bas	Corée du Sud	Italie	Belgique
Rang Export	1	2	3	4	5	<b>6</b>	7	8	9	10
Rang Import	2	3	1	4	14	<b>5</b>	9	8	7	11

\* non compris Hong-Kong

### Evolution des échanges de la France (2004 - 2012)

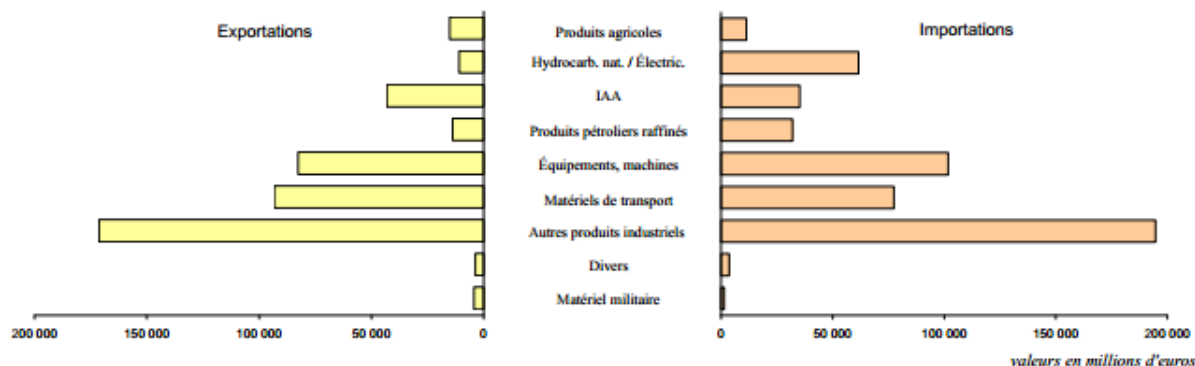
Echanges FAB-FAB y compris matériel militaire



### Structure des échanges de la France au cours de l'année 2012

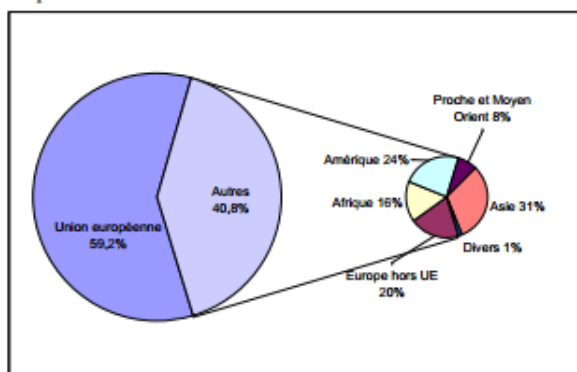
Ensemble hors matériel militaire CAF / FAB

Répartition par produits en niveau spécifique A17 d'agrégation de la NAF - CPF révision 2 (année 2012)

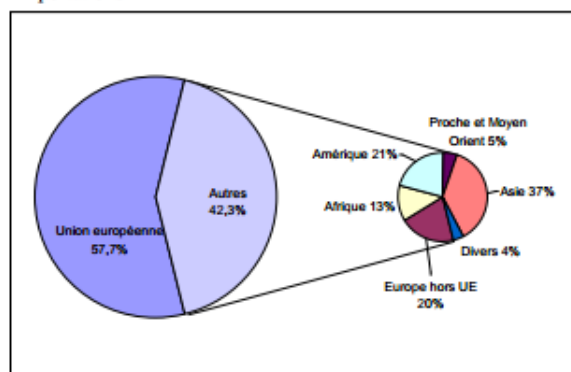


Répartition par zones géographiques (année 2012)

Exportations



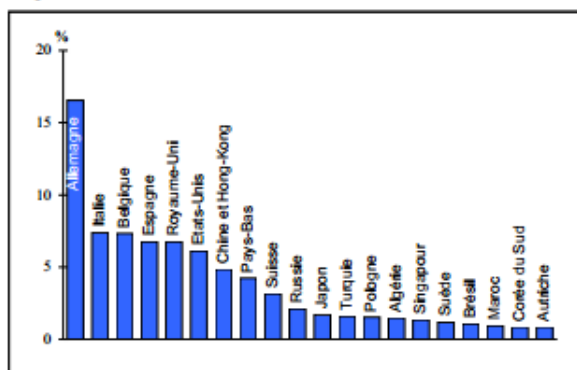
Importations



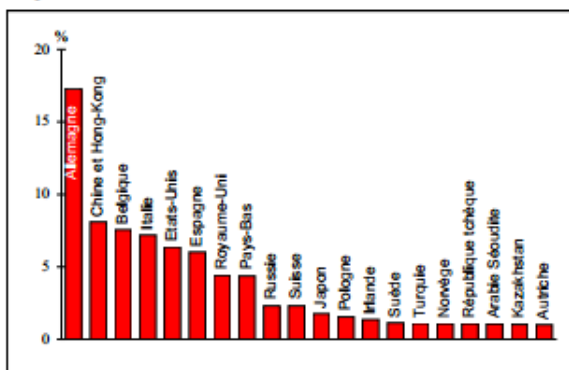
Source : Douanes françaises sauf indication contraire

Répartition par principaux pays (année 2012)

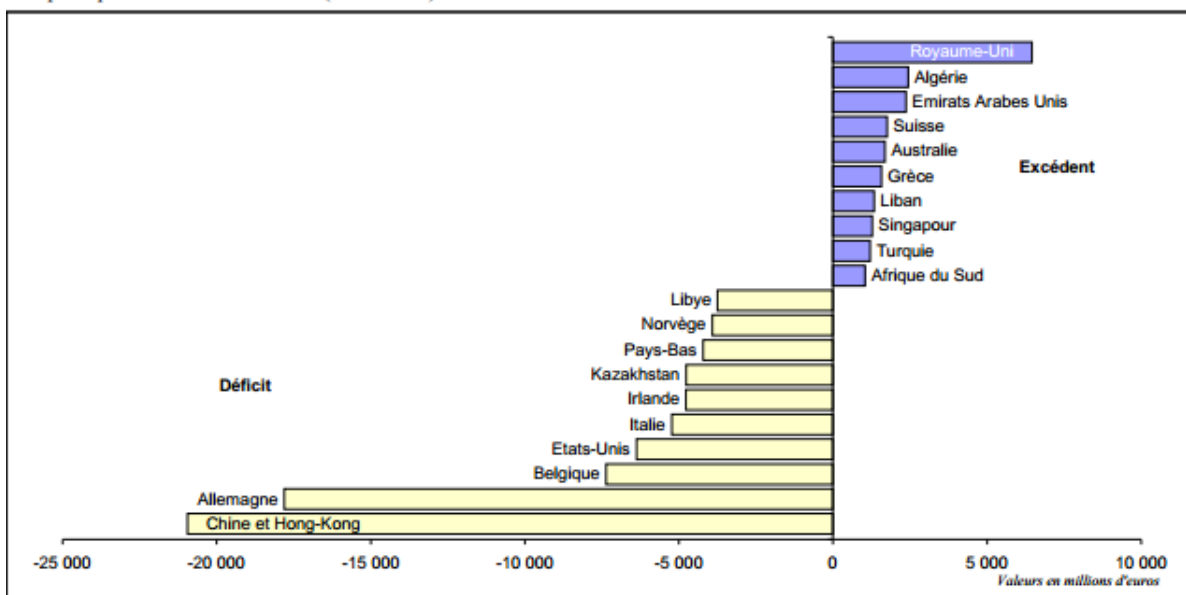
Exportations



Importations



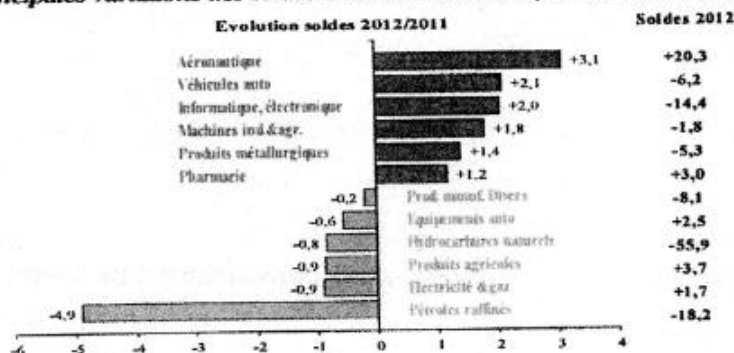
Les principaux déficits et excédents (année 2012)



Source : Douanes françaises sauf indication contraire

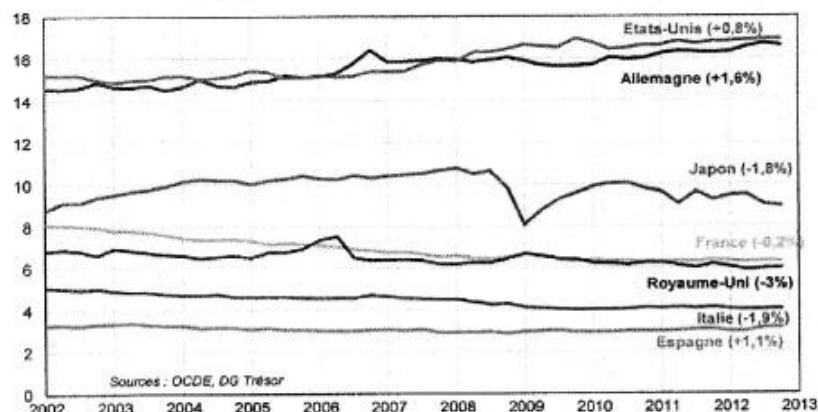
## Document 2 : principales variations des soldes des secteurs en France entre 2011 et 2012

### Principales variations des soldes entre 2011 et 2012 (en milliards d'euros)



## Document 3 : Evolution des parts de marché mondiales des grandes économies

Tendance de long terme des parts de marché mondiales en volume des grandes économies de l'OCDE, et évolution pour l'année 2012 (en %)



## Document 4 : Si vous n'avez rien compris au débat sur la compétitivité (Extrait du journal, le Monde, 09/11/2012)

Rapport Gallois, crédit d'impôts, fiscalité, rigueur, trajectoire des finances publiques... depuis la rentrée, pas un jour sans que l'actualité française ne soit dominée par des questions économiques et fiscales. Et il n'est pas toujours aisé de tout comprendre des débats en cours. Quelques clés pour y parvenir.

### 1/ Quel est le problème avec la compétitivité française ?

La "compétitivité" est une notion large, pour ne pas dire floue, qui désigne la capacité de la France et de ses entreprises à affronter la concurrence. A la fois celle des autres entreprises mondiales, mais aussi celle de nos partenaires européens, et en premier lieu l'Allemagne. Elle se mesure à partir d'une foule de critères : croissance, balance commerciale, nombre d'investissements étrangers, productivité horaire, parts de marché d'une économie .. Or la France n'est pas au mieux dans ces indicateurs : si sa productivité horaire est plutôt très bonne, elle tend à ralentir sa progression. Les investissements étrangers restent importants, mais la croissance du PIB est faible, notre balance commerciale est déficitaire depuis dix ans, et le poids de la dette se creuse d'année en année.

Le rapport Gallois se concentre en fait sur un aspect de la compétitivité française : celui de son industrie. Depuis trente ans, notre pays, autrefois parmi les plus compétitifs, voit des pans entiers de son tissu industriel dépérir : l'extraction minière, la sidérurgie, le textile, et désormais la filière automobile. L'industrie, qui représentait 26 % de l'emploi salarié en 1980 n'en totalise désormais que 12,6 %. C'est pour remédier à ce déclin que le gouvernement a confié une réflexion à Louis Gallois.

C'est loin d'être une première : depuis la fin des années 1970, rapports, commissions et experts se penchent sur l'industrie française pour en tirer les mêmes conclusions, peu ou prou : le coût du travail est trop élevé, il faut plus de démocratie sociale et des aides aux entreprises. Une série de mesures ont été prises dans ce sens depuis vingt ans, sans changer la donne.

Les économistes soulignent d'autres questionnements propres à la France, et qui grèvent sa compétitivité : un poids élevé des dépenses publiques dans le produit intérieur brut, une fiscalité élevée, qui rend possible un modèle social généreux, mais financé essentiellement sur le travail, et une productivité horaire qui n'évolue plus assez vite.

Mais cette opinion est mise en balance avec d'autres, qui soulignent que les difficultés des entreprises françaises à l'exportation peuvent aussi s'expliquer par de mauvais choix de positionnement industriel : la France devrait selon les tenants de cette approche, dite de la "compétitivité hors coûts", fabriquer des produits plus haut de gamme.

Louis Gallois a remis au gouvernement son rapport le 5 novembre, au lieu du 15 octobre. Il doit servir de base au "plan compétitivité".

## **2/ Que propose concrètement le rapport Gallois ? Et qu'a fait le gouvernement ?**

Remis mardi par l'ancien patron de la SNCF et du groupe aérospatial EADS, Louis Gallois, au premier ministre, ce rapport propose une série de mesures destinées à améliorer la compétitivité du pays.

D'abord une stabilité sur certains programmes d'aides aux entreprises (crédit impôt recherche, aide aux PME...) ou taxes, afin de stabiliser l'environnement économique. Ensuite une participation plus importante des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance.

Il envisage également la création d'un Commissariat à la prospective chargé de dessiner des stratégies industrielles, de réorienter le crédit vers le financement des entreprises, de favoriser leur collaboration, de créer un "small business act" pour pousser à ce que l'Etat fasse travailler des petites entreprises, ou de reprendre la recherche sur les gaz de schiste.

Mais la mesure la plus évoquée consiste à diminuer les cotisations sociales des entreprises, pour un montant de 30 milliards d'euros au total, en deux ans. L'idée de M. Gallois était de diminuer de 20 milliards celles des employeurs et de 10 milliards celles des salariés.

Le gouvernement n'a pas tout à fait suivi ces recommandations, et a évoqué une approche alternative : un crédit d'impôts de 20 milliards d'euros pour les entreprises, sur leur exercice 2013. Il sera modulé en fonction de la masse salariale de l'entreprise, et permettra de diminuer les charges sur des salaires allant jusqu'à 2,5 fois le smic.

Quant à son financement, il proviendra essentiellement de hausses de TVA : Le taux principal passera de 19,6 % à 20 %, le taux intermédiaire (restauration, bâtiment) de 7 % à 10 %. Le taux réduit de 5,5 %, qui touche notamment les produits alimentaires, sera, lui, ramené à 5 %.

### **Document 5 : Pour une vision élargie de la compétitivité (Le Monde, 5/11/2012)**

La nécessité de mesures fortes en faveur de la compétitivité ne fait aujourd'hui plus débat, tant la situation de notre commerce extérieur est critique : à l'exception de quelques secteurs, les produits français souffrent d'un positionnement défavorable en termes de qualité-prix.

Une première stratégie consiste à diminuer les coûts de production (compétitivité-prix) pour baisser nos prix à l'exportation, tout en restant positionné sur le milieu de gamme : il s'agit d'une forme de "compétitivité par le bas", qui s'apparente à une dévaluation. Cette politique est assez rapide à mettre en œuvre mais présente le risque de nous mettre en concurrence frontale avec les pays émergents.

Une seconde stratégie consiste à accroître la qualité des produits, afin qu'elle soit mieux en adéquation avec leur prix. Il s'agit d'une forme de "compétitivité par le haut", plus longue à déployer puisqu'elle suppose que les entreprises investissent dans l'innovation et la formation.

Cette seconde option ne dispense pas d'un choc sur les coûts : un allègement de charges constitue même une condition préalable, en permettant aux entreprises de reconstituer leurs marges pour investir. Encore faut-il être sûr que ces allègements seront bien affectés à une montée en gamme : l'idée d'un pacte de compétitivité prend ici tout son sens.

Si la France s'oriente vers une stratégie de compétitivité hors prix, deux questions restent ouvertes.

Quels leviers mobiliser ? Il est souvent avancé que notre salut passerait par un investissement accru en recherche et développement et dans l'enseignement supérieur long. Cette vision est juste mais incomplète : la compétitivité hors coût ne se résume pas à l'univers de la technologie et au monde des chercheurs. Elle repose aussi sur des ingrédients comme le design, la créativité, l'excellence de la main, les savoir-faire, la marque, la qualité de service

et d'accueil, les délais de livraison, etc. Il est grand temps d'élargir notre vision de l'innovation, par exemple en redéfinissant les contours du crédit impôt recherche. Il est grand temps aussi de miser sur la formation de tous les salariés : la compétitivité hors-coût ne se façonne pas seulement dans les laboratoires mais aussi dans les usines, les ateliers, les bureaux et lieux de vente.

Sur quels secteurs doit porter l'effort de compétitivité ? Il est souvent recommandé de cibler quelques industries dites "d'avenir" (biotechnologies, etc.) ou en difficulté (automobile). C'est oublier que la France doit aussi miser sur ses pépites existantes, trop souvent délaissées : jeux vidéos, commerce, tourisme, luxe, etc. Dans l'agro-alimentaire par exemple, nous devons continuer à remonter la chaîne de valeur vers les "produits de terroir", où notre pays excelle à l'exportation. En matière de tourisme, nous sommes le premier pays d'accueil au monde mais seulement le troisième par la recette unitaire, faute d'une politique de qualité, faute de synergies suffisantes avec le commerce ; la compétitivité est parfois à rechercher au coin de la rue.

Dans cette nouvelle bataille économique, la France a besoin de tous ses talents : ses ingénieurs, ses chercheurs mais aussi ses ouvriers qualifiés, ses créatifs, ses artisans, ses commerçants, etc. C'est en adoptant une vision élargie, fondée sur la montée en gamme de toutes nos productions, la valorisation de tous nos atouts, la qualification de tous les salariés que nous ferons de la compétitivité autre chose qu'une contrainte : un thème mobilisateur pour chaque Français.

#### Document 6 : Coût horaire de travail en euros

	Secteur privé	Industrie	
	EUR	EUR	Rang
European Union (EU 27)	23.50	24.00	–
Euro currency area	28.20	30.10	–
Sweden	41.90	43.80	1
Belgium	40.40	41.90	2
France	34.90	36.30	4
Germany	31.00	35.20	5
Italy	27.20	26.90	11
United Kingdom	21.90	22.70	12
Spain	20.90	22.50	13
Portugal <sup>1</sup>	12.30	10.50	18
Poland	7.20	6.60	23
Romania	4.50	3.80	26

#### Document 7 : Coût hors salaires en euros c'est à dire prélèvements sociaux dans le secteur privé en 2012 pour 100 euros de salaires versés.

European Union Member States	Coûts hors salaires
European Union (EU 27)	32
Euro currency area	36

European Union Member States	Coûts hors salaires
Sweden	51
France	50
Belgium	47
Italy	40
Spain	37
Romania	30
Germany	27
Portugal	26 <sup>1</sup>
Poland	20
United Kingdom	17
Luxembourg	16
Denmark	15

**Document 8 : L'euro n'explique pas les problèmes de la France, selon Bricq (Les Echos, 29/10/2013)**

Le débat sur la force de l'euro ne doit pas masquer les vrais problèmes de compétitivité des entreprises françaises, a déclaré mardi la ministre du Commerce extérieur, Nicole Bricq.

A plus de 1,38 dollar, l'euro a atteint la semaine dernière son plus haut niveau depuis fin 2011, restant cependant loin de son record d'environ 1,60 établi en 2008.

Face à cette hausse, qui pénalise les exportations françaises, le ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg, a plaidé mardi pour une dépréciation de 10% de la monnaie européenne.

La force de l'euro, "c'est un vrai problème pour les entreprises qui y sont confrontées mais ça ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt", a déclaré Nicole Bricq lors d'un entretien à Reuters.

"L'euro ne doit pas être une excuse pour ne pas rattraper notre retard de compétitivité.

C'est un peu facile de dire : 'c'est la faute de l'euro'. Non ! C'est nous qui devons trouver les solutions à notre handicap de compétitivité, compétitivité-prix et compétitivité-hors prix", a-t-elle ajouté.

"Et dans certains secteurs, on a les deux, c'est la double punition : on coûte trop cher par rapport à la gamme qu'on a en face. Ça, c'est notre problème, ce n'est pas le problème de l'euro."

Nicole Bricq a souligné que 40% du commerce extérieur de la France s'effectuait au sein de la zone euro et que l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne avaient de bien meilleures performances à l'export que la France, avec la même monnaie.

Les entreprises françaises doivent donc selon elle s'interroger davantage sur le positionnement de leurs produits.

"Certains disent que la Banque centrale européenne ne fait pas son boulot, qu'il faut qu'elle fasse comme la Fed" américaine, a poursuivi Nicole Bricq.

Mais "franchement, là où l'on en est en zone euro, ce n'est pas un taux directeur qui baisserait de 0,25 ou de 0,5 point qui changera vraiment les choses", a-t-elle ajouté, à rebours des revendications d'Arnaud Montebourg qui estime que la BCE devrait imiter la banque centrale américaine.

Le ministre de l'Economie et des Finances, Pierre Moscovici, a quant à lui estimé dimanche que "nous ne sommes pas encore sortis de la fourchette qui nous permettrait de dire que l'euro est franchement surévalué".

Il avait ajouté que l'évolution de l'euro était un sujet de "vigilance et d'attention", en précisant que "nous nous exprimerons le moment venu si cela est nécessaire en rappelant quelque chose de fondamental, que les monnaies reflètent la force intrinsèque des économies".